

# **Autorité de Régulation des Télécommunications**

**Contribution du Syndicat Intercommunal de la Périphérie de  
Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication  
(SIPPEREC)**

**à la consultation publique de l'Autorité de Régulation des  
Télécommunications sur les marchés pertinents (Marchés de gros  
du dégroupage de la boucle locale - Option 1)**

---

## **Sommaire**

<b>1</b>	<b><i>Cadre de la contribution du Sipperec à la consultation publique sur les marchés pertinents.....</i></b>	<b>5</b>
<b>2</b>	<b><i>De la nécessité d'une concurrence effective et loyale sur le marché de la sous-boucle locale au bénéfice des consommateurs .....</i></b>	<b>7</b>
✓	L'accès à la sous-boucle locale pour les opérateurs : un impératif dans le cadre d'une extension de couverture des réseaux .....	7
✓	L'accès à la sous-boucle locale pour les opérateurs : une nécessité liée à l'évolution des offres de services.....	11
<b>3</b>	<b><i>Rappel du contexte réglementaire : éléments de définition de la sous-boucle locale et référence aux sous-répartiteurs.....</i></b>	<b>13</b>
<b>4</b>	<b><i>La qualification d'infrastructure essentielle de la sous-boucle locale .....</i></b>	<b>18</b>
✓	Rappel de l'application de la qualification d'infrastructure essentielle à la boucle locale .....	18
✓	Application de la notion d'infrastructure essentielle à la sous-boucle locale .....	19
<b>5</b>	<b><i>L'organisation actuelle de l'accès aux sous-répartiteurs de France Télécom « sous boucle locale » et les difficultés qui en résultent.....</i></b>	<b>21</b>
✓	Les conditions techniques d'accès .....	21
✓	Les conditions financières d'accès.....	24
✓	Les conditions commerciales d'accès : .....	25
✓	Moyens permettant d'obtenir des « remèdes » au titre de l'identification d'un abus de position dominante .....	26
<b>6</b>	<b><i>Eléments de synthèse de la contribution du Sipperec à la consultation publique de l'Autorité de Régulation des Télécommunications sur les marchés pertinents.....</i></b>	<b>30</b>

## Préambule

Trois ans après le décret du 12 septembre 2000 relatif à l'accès à la boucle locale, la mise en œuvre opérationnelle du dégroupage continue à poser des difficultés aux opérateurs alternatifs et, en conséquence, à restreindre l'accès au haut débit en France et la diffusion des services Internet.

Rappelons que la France est placée par la Commission européenne (CE)<sup>1</sup> en novembre 2003 au 10<sup>e</sup> rang/15 en matière de taux de pénétration du haut débit (nombre total de lignes haut débit pour 100 habitants). Le taux de pénétration pour la France est de 4,09 % contre 10,44 % pour le Danemark, 10,22 % pour la Belgique ou 6,62 % pour l'Allemagne. La France vient juste avant le Portugal et le Luxembourg. La technologie DSL domine en France avec 70 à 80 % des lignes à large bande.

L'accès à la boucle locale de France Télécom pour les opérateurs tiers constitue la condition majeure de l'offre du haut débit. Or, l'état des lieux effectué dernièrement par la CE montre que cet accès pour les opérateurs tiers est encore faible en France :

Paires de cuivre dégroupées en accès total	8 487
Paires de cuivre dégroupées en accès partagé	539 126

Source : ART – 1<sup>er</sup> Mai 2004

L'ART, dans son Rapport d'activité 2003<sup>2</sup>, indique toutefois que durant ces six derniers mois, la croissance du parc du haut débit en France est l'une des plus fortes de tous les pays européens et permet à la France de se situer désormais dans la moyenne européenne. Malgré cela la France, avec 6,2% de taux de pénétration reste loin derrière des pays tels que la Belgique (12,1%) ou les Pays-Bas (11,5%).

La CE indique dans son rapport : « *Plus de 95 % des lignes dégroupées sont concentrées dans six pays : Allemagne, Italie, Danemark, Finlande, Pays-Bas, Suède* ».

Les démarches de l'AFORS, comme celle des opérateurs tiers pour faire valoir leurs positions démontrent, s'il en était besoin, la nécessité d'une clarification de ces procédures dès l'amont.

Au-delà des difficultés propres à la mise en œuvre du dégroupage de la boucle locale en

<sup>1</sup> « Rapport de la CE sur la mise en œuvre de la réglementation de l'UE en matière de communications électroniques » du 19-11-03.

<sup>2</sup> Juin 2004

France, force est de constater que le dégroupage de la **sous-boucle locale** de France Télécom est, quant à lui, quasiment inexistant et rencontre des obstacles identiques pour certains et spécifiques pour d'autres à ceux de la boucle locale. L'impact de ces difficultés d'accès à la sous-boucle locale est par ailleurs accru compte tenu à la fois des enjeux techniques et financiers que recouvrent ce segment de réseau, du caractère non substituable de cette ressource, et de l'absence de concurrence en mesure de s'exercer sur cette partie de réseau pour le long terme.

La contribution du Sipperec à la consultation publique de l'ART sur les marchés pertinents a pour objet de démontrer les spécificités de l'accès à la sous-boucle locale, la nature des difficultés rencontrées et les remèdes qui devraient être apportés pour garantir une réelle concurrence sur ce segment particulier du marché de l'accès dégroupé entendu comme marché pertinent et non assimilable au seul marché de l'accès dégroupé à la boucle locale.

## **1. Cadre de la contribution du Sipperec à la consultation publique sur les marchés pertinents**

La contribution du SIPPEREC auprès de l'Autorité de Régulation des Télécommunications dans le cadre de la consultation publique sur les marchés pertinents porte sur les conditions de l'accès à la sous-boucle locale de France Télécom en tant que marché de gros du dégroupage (Option 1).

Le Syndicat Intercommunal de la Périphérie de Paris pour l'Electricité et les Réseaux de Communication (SIPPEREC) est un syndicat constitué de 84 communes en application des articles L.5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Aux termes des articles 2 et 6 de ses statuts, le syndicat exerce au lieu et place des communes qui lui en ont fait expressément la demande, les activités suivantes :

*« 1. Donner en concession, conclure tout contrat ou marché permettant l'installation des équipements nécessaires, l'exploitation, l'interconnexion et l'intercommunication des réseaux urbains et des infrastructures destinées à supporter des réseaux capables d'assurer des services de radiodiffusion, de télédistribution et tous services de télécommunications.*

- *Etablir ou autoriser l'établissement sur le territoire des communes adhérentes, de ces réseaux urbains et infrastructures.*
- *Organiser et mettre en œuvre tous moyens permettant d'assurer le développement des services correspondant à ces réseaux urbains et infrastructures*
- *Se substituer aux communes dans l'exécution des conventions de concession de leur réseau câblé, conclure tous avenants à cette fin.*

*2. Organiser et mettre en œuvre tous moyens nécessaires à l'exécution des conventions ainsi conclues.*

- *Proposer à l'instance administrative compétente l'exploitation de ces réseaux et obtenir toute modification de l'autorisation initiale de l'exploitation.*
- *Assurer la cohérence des installations, des services, des tarifs, réaliser et exploiter tous équipements d'interconnexion et intercommunaux.*

*3. Organiser des services d'études, administratifs, juridiques et techniques en vue de l'examen pour le compte du Syndicat de toutes questions intéressant la réalisation et l'exploitation de ces réseaux urbains et infrastructures.*

*Le Syndicat est propriétaire des réseaux et infrastructures et notamment ceux constituant des biens de retour des gestions déléguées ainsi que ceux dont il est maître d'ouvrage ».*

A ce titre, le SIPPEREC a conclu trois conventions de concession les 16 novembre 1999 et 17 novembre 2000 avec la société Lyonnaise Communications (exerçant sous la marque Noos) en vue de l'établissement et de l'exploitation d'un réseau câblé de vidéocommunication sur le territoire de 38 communes composant respectivement la Plaque Nord, la Plaque Sud et la 3<sup>ème</sup> Plaque. Le Syndicat a également confié à la société Irisé, par une convention de concession conclue le 28 février 2001, la réalisation et l'exploitation d'une infrastructure métropolitaine de fibre noire.

Enfin, dans le cadre de l'évolution réglementaire et du vote de la loi sur la Confiance dans l'économie numérique, le SIPPEREC étudie actuellement la mise en œuvre de projets au titre de l'article L 1425-1 du Code général des collectivités territoriales.

En sa qualité d'autorité organisatrice des réseaux urbains de télécommunication et de vidéocommunication et dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences, le Syndicat a en conséquence un intérêt certain à ce que l'ART puisse donner son appréciation des conditions de l'accès aux sous-répartiteurs de France Télécom.

## **2. De la nécessité d'une concurrence effective et loyale sur le marché de la sous-boucle locale au bénéfice des consommateurs**

L'accès à la sous-boucle locale pour les opérateurs : un impératif dans le cadre d'une extension de couverture des réseaux

La demande des entreprises en matière d'offres à haut débit de télécommunications a nécessité ces dernières années pour l'ensemble des opérateurs, historiques comme alternatifs, la mise en œuvre de supports techniques présentant une capacité de transport très élevée. Le déploiement d'infrastructures fibre optique, dans la majeure partie des cas, a été la réponse à cette préoccupation, compte tenu du rapport coût/capacités offert par les câbles optiques. La recherche constante d'une optimisation de ce rapport, avec l'application de techniques de démultiplication du signal, en longue distance (DWDM) comme en milieu métropolitain (CWDM), démontre la pertinence de ce choix dès qu'il s'agit de mettre en place des infrastructures de collecte conséquentes.

De la même façon, l'emploi d'infrastructures optiques dans les réseaux de desserte permet de fournir des services à très haut débit aux entreprises les plus fortement consommatrices dans le cadre de boucles d'affaires ou de réseaux FTTB (Fiber To The Building – Fibre au bâtiment). La baisse du coût des équipements opto-électroniques comme l'absence de recours à ces équipements dans le réseau d'accès (PON-Passive Optical Network) conduisent à une pénétration élargie de cette technologie.

Le lancement en 2001 par le SIPPEREC d'une infrastructure métropolitaine fibre noire dans le cadre d'une délégation de service public (DSP), mise en œuvre ensuite par la société Irisé en application de l'article L. 1511-6 du CGCT, a permis de combler le déficit de connectivité optique sur les communes de la périphérie de Paris. L'obligation, pour le concessionnaire, de raccorder l'ensemble des NRA de France Télécom en prévision du dégroupage a permis à plusieurs opérateurs de se lancer dans des offres de services haut débit à des tarifs compétitifs. Le raccordement optique des 48 CAA de France Télécom permet en effet aux opérateurs clients d'Irisé de proposer du dégroupage option 1 (accès total ou partagé) et de s'exonérer du recours à l'option 5, lourde financièrement et laissant aux opérateurs peu de maîtrise des services aux utilisateurs finals. Le déploiement d'Irisé, qui se poursuit au-delà des 271 km de boucles primaires du tracé initial, prévoit l'adduction de zones d'activités économiques. Pour les zones particulièrement denses, une innervation optique des principales parcelles est envisagée. Pour celles moins couvertes, seul un point d'arrivée en entrée de zone, est prévu, laissant à l'initiative des opérateurs le soin de prolonger cette connexion. La fourniture par les opérateurs de services SDSL (2 Mbit/s symétriques), autorisée par la possibilité du dégroupage en option 1, permet par ailleurs de répondre à certaines des demandes des PME.

Toutefois, un certain nombre de PME-PMI (3 à 50 personnes), qui constituent la majeure partie du tissu économique de plusieurs zones d'activités de la périphérie de Paris<sup>3</sup>, n'ont pas accès à ces offres et n'y auront pas accès, soit parce qu'elles ne remplissent pas les conditions technico-économiques d'accessibilité pour Irisé, soit parce qu'elles se trouvent en dehors de la zone de couverture des CAA raccordés par Irisé, soit enfin parce que le point de présence d'Irisé le plus proche ne permet pas de desserte de la zone par les opérateurs en place dans de bonnes conditions.

Au-delà des CAA proprement dits, on sait en outre que l'accès au segment inférieur du réseau de France Télécom, c'est à dire au niveau, cette fois, des répartiteurs locaux ou déportés, ne répondrait pas à la problématique d'une desserte optimisée des zones d'activités ou des zones résidentielles pour des services très haut débit, dans la mesure où ces sites se trouvent encore trop éloignés de l'abonné final et ne peuvent servir de points de concentration pour des applications de la gamme du VDSL. En revanche, en tant que dernier point d'accès sur le réseau avant l'abonné (300 à 800 m au maximum) le sous-répartiteur, dans la hiérarchie des équipements éligibles au DSL, est le seul compatible avec l'implantation de la technologie VDSL.

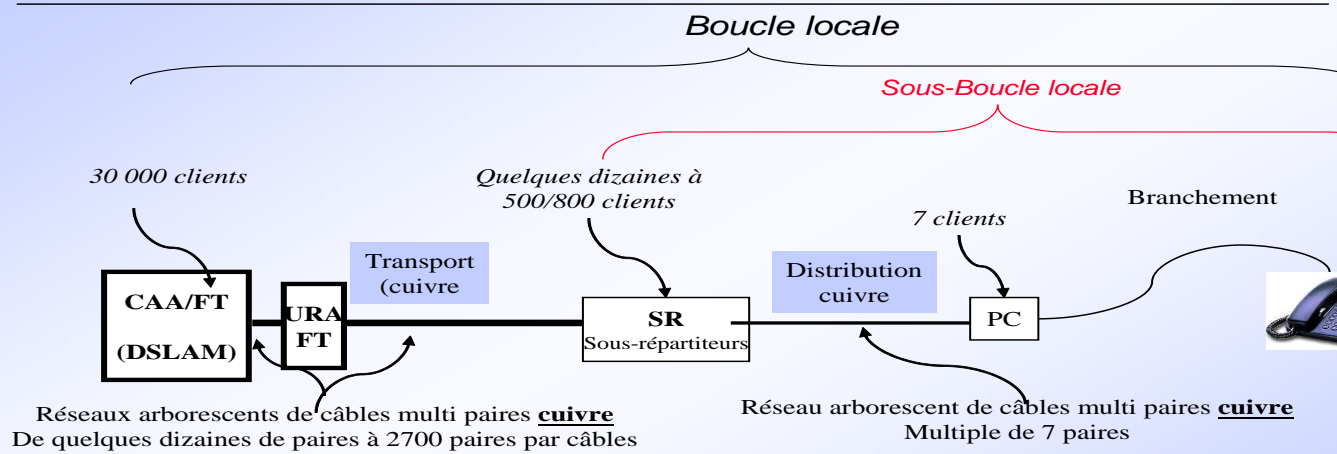
Dans cette perspective, le raccordement fibre optique par Irisé au sous-répartiteur (SR) de France Télécom le plus proche de la zone d'activités économiques s'impose. Il permettra aux opérateurs, dans le cadre du dégroupage de la sous-boucle, de faire des offres de services à très haut débit de type VDSL ou de répartir une bande passante élevée. Le linéaire restant étant alors limité, les opérateurs peuvent en effet envisager le partage d'une bande passante allant de 12 à 52 Mbit/s. En tout état de cause, on permet ainsi une offre de services alternative aux PME avec une gamme de prestations élargie.

Le marché du VDSL constitue en fait un marché distinct du marché ADSL en ce qu'il concerne des aménageurs publics et privés, des gestionnaires d'ensembles immobiliers, qui peuvent voir un intérêt à une desserte homogène de leurs zones sur des services de plus forte capacité à partir d'un point unique situé en entrée de zone ou en pied d'immeuble. Ce marché du VDSL répond à une demande émergente pour des opérateurs de proximité s'adressant à une clientèle locale, identifiée et ayant été fortement qualifiée d'un point de vue géomarketing, à laquelle l'ADSL ne permet pas de s'adresser dans des conditions équivalentes. Le VDSL représente un mode opératoire de l'offre de services de proximité qui n'a pas d'équivalent aujourd'hui.

---

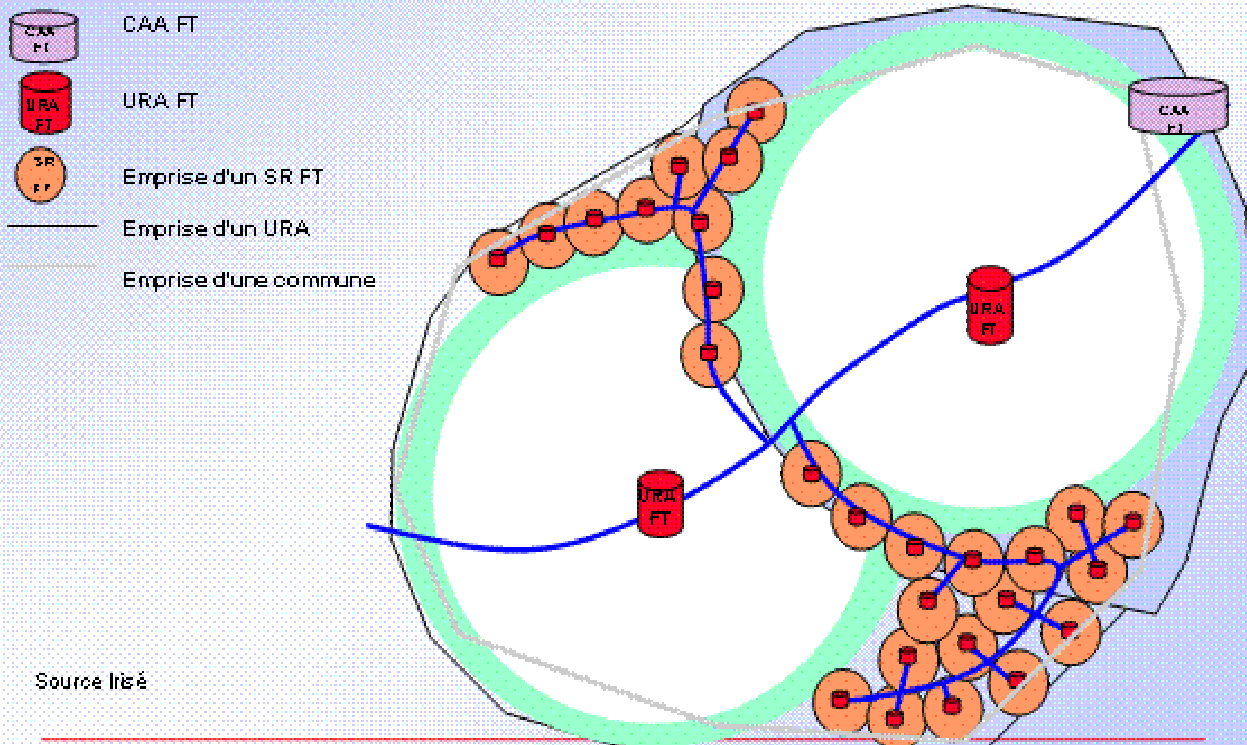
<sup>3</sup> Sur les 19 000 entreprises situées dans 9 communes adhérentes au Syndicat (Bobigny ....) constituant la troisième plaque 90 % ont moins de 10/50 personnes.



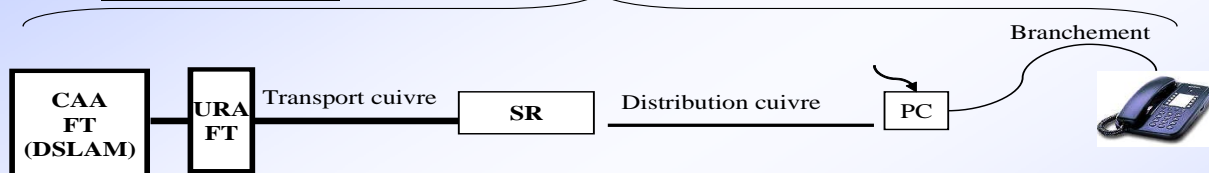


Source Comptoir des Signaux

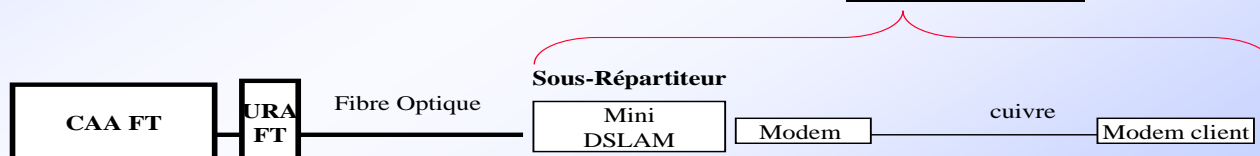
03- 3848-3



ADSL sur réseau de collecte cuivre et  
réseau d'accès cuivre



VDSL sur réseau de collecte FO et  
réseau d'accès cuivre



Source Comptoir des Signaux

03-3848-3

- ✓ L'accès à la sous-boucle locale pour les opérateurs : une nécessité liée à l'évolution des offres de services

Au-delà de l'extension géographique des réseaux et de l'éligibilité des entreprises aux offres actuelles des opérateurs se pose la question aujourd'hui de l'accès à de nouveaux services pour la clientèle résidentielle ou professionnelle.

Ces services, pour une part, recouvrent la diffusion de l'image (TVDSL) et les services interactifs autour de l'image (VOD). Ils portent également sur les modalités commerciales et tarifaires pouvant accompagner ces services : forfaits téléphonie-Internet-TV (*triple play*), forfaits téléphonie-Internet (*double play*). Les opérateurs qui commercialisent ces offres proposent la téléphonie nationale gratuite ainsi que la téléphonie locale sur la base d'un numéro spécial. La condition technique première d'éligibilité à ces offres : être dans le périmètre de 2 km d'un NRA, CAA ou unité déportée de France Télécom, et que ces répartiteurs soit raccordés en fibre optique, l'offre étant établie sur la base du dégroupage en option 1.

Ceci restreint fortement le périmètre de la clientèle potentielle à ces nouveaux services. En effet, une première modélisation de couverture de la TVDSL effectuée par Irisé dans une partie des communes du Sipperec<sup>4</sup> montre que les communes, sur cette base, seraient couvertes en moyenne à 60 %, certaines communes ne l'étant qu'à 16 % (Villemomble) ou 24 % (Noisy Le Sec).

Des projections sur la base de l'ADSL 2+ montrent que la couverture complète du territoire du Sipperec n'est toujours pas atteinte et que certaines communes restent en-deçà d'un seuil de 50%. L'ADSL 2+ améliore la couverture d'environ 25%.

On constate donc que, selon les technologies employées, de 15% à 40 % des utilisateurs potentiels de cette zone de la périphérie de Paris, seraient exclus de ces services.

Cette zone fait partie du périmètre d'intervention du concessionnaire, la société Lyonnaise Communications (Noos), qui a obtenu du Sipperec en 2000 la concession d'un service de vidéocommunications sur le territoire des neuf communes composant la troisième plaque. Cet ouvrage n'a pu être mis en œuvre à ce jour compte tenu de la décision prise unilatéralement par la société Lyonnaise Communications de ne pas le déployer. Or, les services de TV sur DSL peuvent constituer un relais de l'offre absente. Malgré les contraintes qu'il présente (un seul canal à la fois, impossibilité d'utiliser le magnétoscope conjointement...), le support DSL autorise la diffusion des services de l'image dans une phase transitoire permettant de préparer et mettre en œuvre les conditions d'un accès FTTH-FTTB dans le cadre de solutions PON – Passive Optical Network).

La continuité du raccordement fibre optique des CAA vers les sous-répartiteurs viendrait combler les zones d'ombre actuelles de la technologie.

Afin de remplir les objectifs contractuels de couverture, il est envisagé de mettre en œuvre une architecture de réseau reposant sur l'accès à la sous-boucle locale de France Télécom qui nécessite l'accès au niveau des sous-répartiteurs de l'opérateur historique et l'implantation de matériels spécifiques (mini-DSLAM).

---

<sup>4</sup> 3<sup>ème</sup> plaque- 9 communes

Les contraintes de l'offre de France Télécom dans l'accès à la sous-boucle<sup>5</sup> ne permettent pas d'envisager ces déploiements.

Au-delà de l'offre de TVDSL, le SIPPEREC est très attentif au développement de l'accès Internet haut débit sur son territoire. Les offres *triple play* peuvent constituer des produits d'appel pour Internet auprès de la clientèle et permettre ainsi une meilleure pénétration du haut débit dans les foyers franciliens encore peu équipés. La couverture en accès haut débit, déjà très favorable dans l'ouest parisien compte tenu de la concentration des répartiteurs serait là, à nouveau confortée par les conditions techniques de l'éligibilité de la TVDSL.

S'agissant d'un marché essentiel pour le développement de la société de l'information, l'accès aux sous-répartiteurs (SR) de France Télécom (comme l'est celui de l'accès au répartiteur) pose la question des modalités techniques et financières de son organisation et de sa mise en œuvre opérationnelle.

On ne pourrait concevoir un marché dont l'opérateur historique restreindrait l'entrée par des modalités techniques ou financières d'exclusion au détriment des consommateurs.

---

<sup>5</sup> Offre de Référence Décembre 2003

### 3. Rappel du contexte réglementaire : éléments de définition de la sous-boucle locale et référence aux sous-répartiteurs<sup>6</sup>

Le règlement communautaire sur le dégroupage de l'accès à la boucle locale<sup>7</sup> donne les éléments de définition suivants (article 2) :

- « c) *«boucle locale»*, le circuit physique à paire torsadée métallique qui relie le point de terminaison du réseau dans les locaux de l'abonné au répartiteur principal ou à toute autre installation équivalente du réseau téléphonique public fixe;
- d) *«sous-boucle locale»*, une boucle locale partielle qui relie le point de terminaison du réseau dans les locaux de l'abonné à un point de concentration ou à un point d'accès intermédiaire spécifié du réseau téléphonique public fixe;
- e) *«accès dégroupé à la boucle locale»*, le fait de fournir un accès totalement dégroupé ou un accès partagé à la boucle locale; il n'implique pas de changement en ce qui concerne la propriété de la boucle locale;
- f) *«accès totalement dégroupé à la boucle locale»*, le fait de fournir à un bénéficiaire un accès à la boucle locale ou à la sous-boucle locale de l'opérateur notifié autorisant l'usage de la totalité du spectre de fréquences disponible sur la paire torsadée métallique;
- g) *«accès partagé à la boucle locale»*, le fait de fournir à un bénéficiaire un accès à la boucle locale ou à la sous-boucle locale de l'opérateur notifié autorisant l'usage des fréquences non vocales du spectre de fréquences disponible sur la paire torsadée métallique; la boucle locale continue d'être utilisée par l'opérateur notifié pour fournir le service téléphonique au public; »

En France, l'ART<sup>8</sup> donne les définitions suivantes :

- **boucle locale** : circuit physique à paire torsadée métallique qui relie le point de terminaison du réseau dans les locaux de l'abonné au répartiteur principal ou à toute autre installation équivalente du réseau téléphonique public.
- **accès dégroupé à la boucle locale** : le fait de fournir un accès totalement dégroupé ou un accès partagé à la boucle locale ; la boucle locale reste propriété de France Télécom, qui ne fait que la "louer" à ses concurrents.
- **accès totalement dégroupé à la boucle locale** : le fait de fournir à un bénéficiaire un accès à la boucle locale de France Télécom autorisant l'usage de la totalité du spectre de fréquences disponible sur la paire torsadée métallique ; un schéma (figure 1) présente l'architecture technique utilisée pour cet accès. Le client final n'est alors plus abonné de France Télécom.
- **accès partagé à la boucle locale** : le fait de fournir à un bénéficiaire un accès à la boucle locale de France Télécom autorisant l'usage des fréquences non vocales du spectre de fréquences disponible sur la paire torsadée métallique ; la boucle locale continue d'être utilisée par France Télécom pour fournir le service téléphonique au public. Un schéma (figure 2) représente l'architecture technique utilisée pour cet accès. L'abonnement continue d'être payé par l'utilisateur à France Télécom.
- **accès à la sous-boucle locale** : le fait de fournir à un bénéficiaire un accès appuyé sur une sous liaison de la boucle locale de France Télécom, depuis le sous-répartiteur de France Télécom désigné par l'opérateur jusqu'au point de terminaison situé dans le local de l'abonné.

<sup>6</sup> Source : ART, Grands dossiers/Dégroupage de la boucle locale, <http://www.art-telcom.fr/dossiers/degroup/degroup-dec02.htm>).

<sup>7</sup> Règlement n°2887/2000 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale, JOCE n°L 336, 30.12.2000, p. 4.

<sup>8</sup> ART, Grands dossiers/Dégroupage de la boucle locale, <http://www.art-telcom.fr/dossiers/degroup/degroup-dec02.htm>).

Dans son glossaire joint à la consultation publique sur l' « Analyse des marchés pertinents », on note que l'ART ne propose pas de définition spécifique de la « sous-boucle locale », ni des « sous-répartiteurs » auxquels il n'est d'ailleurs pas fait mention.<sup>9</sup>

En revanche, dans le texte proprement dit de sa consultation publique, l'ART évoque brièvement le cas du dégroupage de la sous-boucle<sup>10</sup> qui « *permet d'atteindre certains abonnés avec des débits supérieurs à ceux possibles avec le dégroupage de la boucle locale* ». Elle précise que ces offres (dégroupage de la boucle locale ou de la sous-boucle locale, partiel ou total) sont toutes « *fondées sur la même infrastructure technique, difficilement duplicable par un nouvel entrant, à un niveau proche dans la hiérarchie du réseau* ». En conséquence « *l'Autorité estime que le marché pertinent à délimiter est celui de l'accès dégroupé à la boucle locale ou à la sous-boucle, qu'il soit total ou partagé* ».

Au-delà de cette analyse, que le Sipperec partage, se pose toutefois la question des spécificités de la sous-boucle locale comme marché pertinent et donc des dispositions propres à remédier aux difficultés d'accès générées par un opérateur puissant sur ce segment particulier.

Parmi les spécificités du dégroupage de la sous-boucle locale par rapport à celui de la boucle locale<sup>11</sup>, on relève notamment deux différences clés au travers de l'Offre de Référence de France Télécom : l'absence de possibilité de dégroupage partiel et la contrainte d'une offre limitée aux seuls services POTS, excluant en conséquence tout service DSL.

---

<sup>9</sup> Le terme « Accès à la sous-boucle locale » renvoie à « Dégroupage » qui ne fait toutefois pas mention de cette option en tant que telle et à « sous-boucle locale » qui n'est pas renseignée, Consultation publique sur « l'Analyse des marchés pertinents », Glossaire p°162.

<sup>10</sup> § « Substituabilité entre différents types de dégroupage » - C.2.3., p°50

<sup>11</sup> Développées au chapitre 5 de la contribution

<b>Droit communautaire</b> <b>Règlement n°2887/2000</b>	<b>Droit français</b>  <i>(in Grands dossiers/Dégroupage de la boucle locale, <a href="http://www.art-tel.com/fr/dossiers/degrou/degrou-dec02.htm">http ://www.art-Télécom.fr/dossiers/degrou/degrou-dec02.htm</a>)</i>
<b>d) «sous-boucle locale» :</b> une boucle locale partielle qui relie le point de terminaison du réseau dans les locaux de l'abonné à un point de concentration ou à un point d'accès intermédiaire spécifié du réseau téléphonique public fixe	<b>« Accès à la sous-boucle locale » :</b> le fait de fournir à un bénéficiaire un accès appuyé sur une sous liaison de la boucle locale de France Télécom, depuis le sous-répartiteur de France Télécom désigné par l'opérateur jusqu'au point de terminaison situé dans le local de l'abonné.
<b>f) «accès totalement dégroupé à la boucle locale»</b> , le fait de fournir à un bénéficiaire un accès à la boucle locale <u><b>ou à la sous-boucle locale</b></u> de l'opérateur notifié autorisant l'usage de la totalité du spectre de fréquences disponible sur la paire torsadée métallique	<b>Accès totalement dégroupé à la boucle locale :</b> le fait de fournir à un bénéficiaire un accès à la boucle locale de France Télécom autorisant l'usage de la totalité du spectre de fréquences disponible sur la paire torsadée métallique. Le client final n'est alors plus abonné de France Télécom.
<b>g) «accès partagé à la boucle locale»</b> , le fait de fournir à un bénéficiaire un accès à la boucle locale <u><b>ou à la sous-boucle locale</b></u> de l'opérateur notifié autorisant l'usage des fréquences non vocales du spectre de fréquences disponible sur la paire torsadée métallique; la boucle locale continue d'être utilisée par l'opérateur notifié pour fournir le service téléphonique au public	<b>Accès partagé à la boucle locale :</b> le fait de fournir à un bénéficiaire un accès à la boucle locale de France Télécom autorisant l'usage des fréquences non vocales du spectre de fréquences disponible sur la paire torsadée métallique ; la boucle locale continue d'être utilisée par France Télécom pour fournir le service téléphonique au public. L'abonnement continue d'être payé par l'utilisateur à France Télécom.

On note que, à la différence du Décret du 12 septembre 2000 relatif à l'accès à la boucle locale<sup>12</sup>, le règlement communautaire :

- se réfère explicitement à la notion de sous-boucle locale en matière d'accès totalement dégroupé ou partagé à la boucle locale, ce qui suppose que des obligations peuvent être imposées aux opérateurs puissants sur le marché au titre du dégroupage.
- donne une définition de la sous-boucle locale sans se référer à la notion spécifique d'accès ;
- prévoit la possibilité d'un accès partagé à la sous-boucle locale.

Le décret n°2000-881 du 12 septembre 2000 modifiant le CPT et relatif à l'accès à la boucle locale se réfère à « **la partie métallique [du] réseau comprise entre le répartiteur principal et le point de terminaison situé dans les locaux de l'abonné** », mais ne fait pas mention de la sous-boucle proprement dite.

<sup>12</sup> N° 00-881

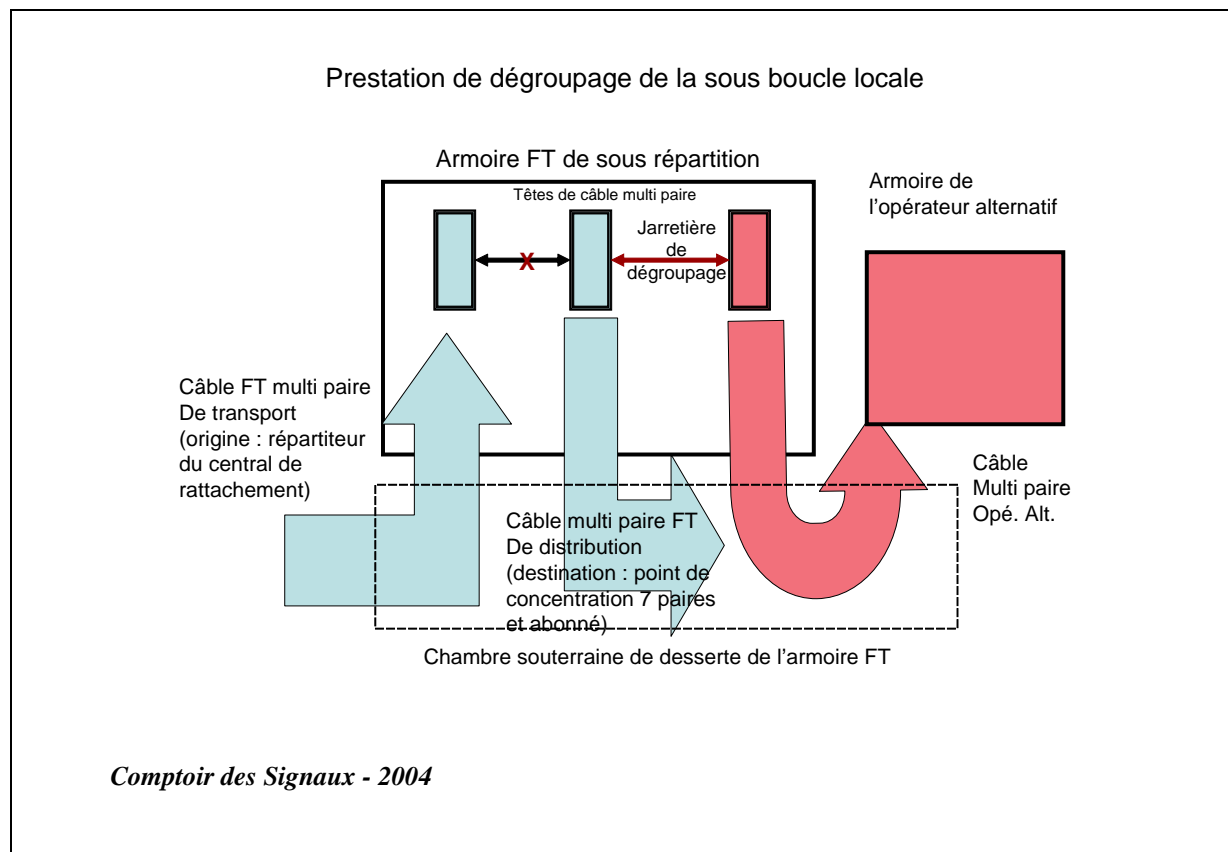
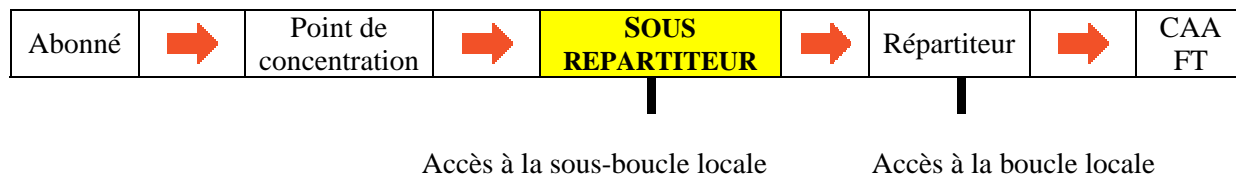
En revanche, les opérateurs alternatifs se réfèrent explicitement à la définition donnée dans ce domaine par le droit communautaire. Les « Conditions d'utilisation de l'ADSL haut débit de Cegetel » (Annexe – Droits et obligations du Client) indiquent notamment :

*« **Le dégroupage d'un accès consiste, pour un opérateur autorisé conformément à la législation en vigueur, à demander à France Télécom d'utiliser sa boucle locale, pour la partie métallique de son réseau comprise entre le répartiteur principal et le point de terminaison situé dans les locaux de l'abonné (tout ou partie des fréquences transmises sur la ligne du client correspondant respectivement au dégroupage total d'un accès et au dégroupage par partage d'un accès) ou à la sous boucle locale qui relie le point de terminaison du réseau dans les locaux de l'abonné au sous-répartiteur de rattachement de cette boucle locale partielle (toutes les fréquences transmises sur la ligne du client correspondant respectivement au dégroupage total d'un accès) pour fournir un service de télécommunications à un client.** ».*



L'accès à la sous-boucle locale peut être schématisé comme suit :

### Configuration de boucle et de sous-boucle locale



Compte tenu de ces ambiguïtés, et de façon à établir un cadre rigoureux et complet d'analyse fondant les dispositions à prendre pour remédier aux contraintes sur l'accès dégroupé à la sous-boucle locale, se pose la question aujourd'hui de la nécessité de préciser très clairement le périmètre du marché pertinent spécifique à la sous-boucle locale, du point de vue de l'offre comme de celui de la demande. Les éléments qui suivent ont pour objet d'apporter quelques pistes de réponse à cette question.

#### 4. La qualification d'infrastructure essentielle de la sous-boucle locale

- ✓ Rappel de l'application de la qualification d'infrastructure essentielle à la boucle locale

Dans son avis n° 04-A-01 du 8 janvier 2004 relatif à une demande d'avis de l'association française des réseaux et services de télécommunications (AFORS) sur les principes généraux des relations contractuelles entre les utilisateurs et les différents acteurs du dégroupage, le Conseil de la Concurrence a très récemment rappelé la position quasi monopolistique de France Télécom sur la boucle locale, comme il l'avait préalablement affirmé dans de nombreux avis et décisions (notamment, avis n° 99-A-10 du 20 juillet 1999, décisions n° 01-D-46 du 23 juillet 2001 et n° 02-MC-03 du 27 février 2002).

Or, comme le rappelle également cet avis, le Conseil a affirmé, de manière constante, le principe selon lequel une entreprise en position dominante à la responsabilité particulière de ne pas porter atteinte, par son comportement, à une concurrence effective sur le marché.

Le Conseil a en effet considéré que :

*« La boucle locale télécommunications apparaît comme une facilité essentielle, telle que le Conseil en donne la définition dans son avis n° 02-A-08 du 22 mai 2002. La reconnaissance de l'existence d'une facilité ou d'une infrastructure essentielle conduit à une limitation de la liberté contractuelle du détenteur de cette facilité essentielle. Celui-ci est soumis à deux contraintes : d'une part, il doit offrir un accès à ses concurrents, à l'amont ou à l'aval, à l'infrastructure qu'il détient, ou qu'il contrôle, et il n'a pas la liberté de s'y refuser ; d'autre part, cet accès doit être offert dans des conditions équitables et non discriminatoires. La qualification d'infrastructure essentielle suppose que : 1) L'infrastructure est possédée par une entreprise qui détient un monopole (ou une position dominante) ; 2) L'accès à l'infrastructure est strictement nécessaire (ou indispensable) pour exercer une activité concurrente sur un marché amont, aval ou complémentaire de celui sur lequel le détenteur de l'infrastructure détient un monopole (ou une position dominante) ; 3) L'infrastructure ne peut être reproduite dans des conditions économiques raisonnables par les concurrents de l'entreprise qui l'a gère ; 4) L'accès à cette infrastructure est refusée ou autorisée dans des conditions restrictives injustifiées ; 5) L'accès à l'infrastructure est possible ».*

De même, dans sa décision n° 04-MC-01 du 15 avril 2004 relative aux demandes de mesures conservatoires présentées par les sociétés FREE, ILIAD, LDCOM et 9TÉLÉCOM, le Conseil a constaté qu'il n'était pas exclu que la société France Télécom détienne toujours une position dominante sur ces marchés, position qu'elle ne conteste d'ailleurs pas.

Cette position se trouve, d'ailleurs, renforcée, selon le Conseil, en raison des possibilités limitées de substitution de l'infrastructure ADSL, notamment en ce qui concerne la duplication du système permettant d'avoir accès à la télévision ADSL, du fait que le déploiement géographique du dégroupage ne s'effectue que progressivement.

Enfin, les obligations de l'opérateur au regard du droit de la concurrence ne doivent pas être minimisées selon que le marché aval est ou non émergent.

Comme le relève le Conseil dans sa décision précitée du 15 avril 2004, la Commission Européenne a précisé, sur la notion de marché émergent, dans une décision du 16 juillet 2003, concernant la société Wanadoo que :

*« A cet égard, il y a lieu de rappeler que rien dans l'article 82 du traité ou de la jurisprudence communautaire en la matière ne prévoit d'exception d'application des règles de concurrence aux secteurs n'ayant pas encore atteint une phase de complète maturité ou qui seraient considérés comme des marchés « émergents ». Faire dépendre l'application des règles de concurrence d'une stabilisation complète du marché reviendrait à priver les autorités de concurrence de la faculté d'intervenir en temps utile avant que les abus constatés n'aient exercé la plénitude de leurs effets et que les positions acquises indûment ne soient ainsi définitivement consolidées » (Considérant 301).*

✓ Application de la notion d'infrastructure essentielle à la sous-boucle locale

On a vu (supra § 3) que la sous-boucle locale est une composante de la boucle locale pour laquelle le règlement (CE) n° 2887/2000 du Parlement Européen et du Conseil du 18 décembre 2000 relatif au dégroupage de l'accès à la boucle locale, impose de garantir un accès dégroupé.

Les mêmes obligations doivent en conséquence s'imposer à l'opérateur historique pour la sous-boucle locale que pour la boucle locale. Or ce n'est pas le cas aujourd'hui. Comme on l'a vu précédemment, l'Offre de Référence de France Télécom introduit en effet de sérieuses restrictions dans l'accès à la sous-boucle par rapport à la boucle elle-même (absence de possibilité de dégroupage partiel, limitation de l'usage aux services voix ...).

L'accès à la sous-boucle locale est indispensable à la fourniture de services à très haut débit de la famille xDSL. Autorisés dans le cadre du dégroupage aux NRA de France Télécom, ils ne le sont plus à partir des sous-répartiteurs.

L'analyse de la substituabilité des technologies concurrentes permet pourtant de conclure à l'absence de ressources alternatives au VDSL en termes de débit et de distance de raccordement par rapport aux autres technologies DSL (contraintes techniques débit/distance sur la paire de cuivre) comme de débit et de facilité de déploiement par rapport aux autres technologies alternatives (câble, satellite, CPL...). L'absence de substituabilité, d'une part, entre les services bande étroite et les services large bande et, d'autre part, entre les services actuels et les services à très haut débit que le SIPPEREC entend mettre en œuvre conduisent à conclure à l'existence d'un marché spécifique du VDSL.

Il est ainsi nécessaire d'insister sur la particularité des services qui pourront être proposés : augmentation très importante des débits, minimisation des problèmes de diaphonie, raccordement de la clientèle résidentielle et de la clientèle d'affaires...

Le contexte technologique invite à souligner les caractéristiques techniques de la technologie VDSL qui ne peut être mise en œuvre que sur la base d'un accès aux sous-répartiteurs.

Les systèmes VDSL (Very high bit rate DSL) vont en effet marquer une nouvelle étape dans la course aux hauts débits sur le cuivre. Symétriques ou asymétriques, ils pourront transporter jusqu'à 52 Mbit/s.

Pour raccorder la clientèle d'affaires, le VDSL convient mieux que l'ADSL. En effet, prévu pour des débits tant symétriques qu'asymétriques, il a été conçu pour minimiser les problèmes de diaphonie.

Débit descendant/remontant	Portée
<b>HDSL</b>	
2M/2M	2450m
<b>ADSL</b>	
4M/200K	2400m
2M/200K	3100m
1M/200K	3300m
500K/200K	3400m
<b>VDSL</b>	
12M/12M	Objectif 800m
25M/25M	Objectif 500m
12M/2à5M	Objectif 1500m
25M/2à5M	Objectif 1km
52M/2à5M	Objectif 300m
<b>IDSL</b>	
160K/160K	4400m
<b>SDSL</b>	
784K/784K	2800m

Compte tenu des contraintes posées par l'utilisation de la technologie VDSL en termes de distance de raccordement et des débits que le SIPPEREC entend mettre en œuvre, un accès aux sous-répartiteurs de France Télécom est indispensable à la fourniture de services à très haut débit de l'ordre de 12 à 52 Mbit/s.

Or, la fourniture de services de TV sur xDSL/VDSL véritablement interactifs nécessite aujourd'hui de très hauts débits. Les besoins en bande passante ne cesseront de croître avec l'avènement de services de télévision véritablement interactifs.

En termes géographiques, la problématique de l'accès aux sous-répartiteurs est essentielle puisque l'ADSL, et même l'ADSL+, ne permettent pas une couverture totale en haut débit des abonnés présents dans une zone donnée. Le raccordement au niveau d'un point de connexion plus proche de l'abonné est indispensable, du point de vue technique, afin de proposer des services du type TV sur xDSL/VDSL et, du point de vue économique, afin que les offres commerciales soient suffisamment attractives et qu'elles s'adressent à un marché le plus large possible pour qu'un opérateur puisse envisager de rentabiliser ses investissements.

## **5. L'organisation actuelle de l'accès aux sous-répartiteurs de France Télécom « sous boucle locale » et les difficultés qui en résultent**

L'Offre de Référence de France Télécom de décembre 2003 sur l'accès à la sous-boucle :

Les modalités d'accès à la sous-boucle proposées par France Télécom dans son offre de référence consistent à supprimer la jarretière entre la tête de transport et la tête de distribution, pour en poser une nouvelle entre la tête de distribution et la tête de câble de l'opérateur alternatif. Il s'agit d'un dégroupage total. Ceci implique la mise à disposition complète de la paire de distribution à l'opérateur alternatif.

✓ Les conditions techniques d'accès

Dans son avis précité n° 04-A-01 du 8 janvier 2004, le Conseil de la Concurrence a précisé les principes généraux suivants lesquels le dégroupage de la boucle locale devrait être mis en œuvre.

Il a rappelé à cet effet que le considérant n° 7 du règlement européen n° 2887/2000 du 18 décembre 2000 définit l'accès dégroupé à la sous boucle locale comme « *permettant aux nouveaux entrants d'entrer en concurrence avec les opérateurs notifiés en offrant des services de transmission de données à haut débit pour un accès permanent à l'Internet et pour des applications multimédia à partir de la technologie de ligne d'abonné numérique (DSL) ainsi que des services de téléphonie vocale* ».

La mise à disposition de la paire de cuivre ne peut donc être refusée par France Télécom à ses concurrents sur le fondement d'une interprétation restrictive de la définition du règlement européen précité ou pour des usages que France Télécom entendrait développer elle-même, comme par exemple la télévision sur ADSL.

De même, le Conseil constate que les restrictions éventuellement apportées à l'utilisation d'équipement doivent s'apprécier au regard du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 1<sup>er</sup> du règlement européen n° 2887/2000 du 18 décembre 2000, qui dispose que :

« *Le présent règlement vise à renforcer la concurrence et à encourager l'innovation technologique sur le marché de l'accès à la boucle locale, en établissant des conditions harmonisées d'accès dégroupé à la boucle locale, afin de favoriser la fourniture concurrentielle de services de communications électroniques* » et selon le 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 3 de ce règlement qui précise que : « *Les demandes ne peuvent être rejetées que sur la base de critères d'objectif afférents à la faisabilité technique ou à la nécessité de préserver l'intégrité du réseau* ».

Le Conseil en conclut, que, « *compte tenu du caractère évolutif des services rendus dans le cadre du dégroupage de la boucle locale et dans l'hypothèse où ces services nécessiteraient la mise en place d'équipement dans des emplacements situés dans une relative proximité des utilisateurs finaux, il est utile de préciser que l'offre de référence ne devrait pas permettre à France Télécom de refuser aux opérateurs l'installation d'équipement qu'il s'autorise à lui-même ou à ses filiales, afin que les utilisateurs finaux puissent disposer du libre choix de leurs prestataires* »<sup>13</sup>.

▪ Sur l'éligibilité des technologies aux sous-répartiteurs :

Les techniques xDSL sont exclues par France Télécom des techniques d'accès à la sous-boucle locale : seuls les flux de la téléphonie commutée et les modems vocaux sont considérés comme recevables. France Télécom, dans son offre de référence, indique en effet : « *Dans l'immédiat (...) les techniques autorisées pour l'accès total à la sous boucle locale sont celles du service téléphonique de base (POTS) et des modems vocaux* » (art. 4.2.2.2.).

Cette disposition rend impossible la mise en œuvre des services de la gamme xDSL tels que HDSL, SDLS et surtout VDSL, qui sont autant de services justement compatibles avec les distances limitées restant à parcourir entre le SR et l'abonné.

France Télécom invoque ici les problèmes de diaphonie qui seraient générés par les liaisons DSL mises en service depuis le répartiteur. Or, intervient ici un facteur distance entre le répartiteur et le sous-répartiteur qui n'est pas pris en compte dans l'analyse qu'oppose France Télécom. En outre, les équipementiers consultés mettent en avant des dispositions et des règles d'éligibilité qui permettraient de s'exonérer de ces risques. Enfin, la technique du VDSL, tant symétrique qu'asymétrique, a été conçue pour minimiser les problèmes de diaphonie.

▪ Sur le type d'accès, total ou partagé, aux sous-répartiteurs :

L'accès aux sous-répartiteurs n'est possible, selon l'offre de référence de France Télécom, que par « accès total » (location de la paire de cuivre intégrale) ; l'accès partagé n'est pas autorisé alors que le règlement communautaire sur le dégroupage prévoit une telle possibilité.

- Or, l'accès partagé est justement celui qui permet de délivrer le débit le plus élevé sur les derniers mètres et de constituer l'offre de services la plus diversifiée car les modalités techniques en œuvre permettent ici de s'abstraire complètement des équipements de France Télécom (câble de renvoi vers les équipements de l'opérateur tiers).
- On s'explique mal par ailleurs la nécessité de disposer d'un accès total s'il s'agit de ne proposer que des services POTS.

---

<sup>13</sup> Avis du 8 janvier 2004 – n° 04-A-01

Dans l'hypothèse où le client souhaite conserver un service chez FT, l'absence de dégroupage partiel oblige à trouver une deuxième paire, alors même que le dégroupage de la sous boucle locale diminue la distance entre le client et l'équipement actif et permet d'augmenter très sensiblement la portée et/ou le débit. Il ouvre la possibilité pour l'opérateur alternatif de passer tous les services sur le haut de bande de la ligne partagée.

Dans le cas de l'accès total, il n'y a pas d'optimisation de l'infrastructure cuivre. Cette disposition ne peut se justifier que par une volonté de l'opérateur historique de contrôler l'intégralité de la chaîne à partir de l'armoire de sous-répartition.

- Sur les contraintes d'espace dans les armoires de sous-répartition de France Télécom :

L'accès dégroupé aux sous-répartiteurs est conditionné pour France Télécom à la disponibilité d'espace dans ces locaux techniques. L'accès total nécessiterait pour France Télécom de trouver de la place disponible dans les armoires pour implanter une tête de câble pour chaque opérateur alternatif. Or, les armoires sont pour la plupart déjà équipées, même s'il existe des paires disponibles. L'existence de paires disponibles est courante en effet en distribution où le taux d'occupation des paires est plus bas (typiquement 60 à 65 %) que dans le cas du transport (80 à 85 %).

Outre le fait que France Télécom, en imposant l'accès total génère lui-même une contrainte d'encombrement qui ne se poserait que dans une moindre mesure dans le cadre d'un accès partagé, il ne tient pas compte ici des modalités techniques qui permettent une extension de la capacité des sous-répartiteurs. Ces modalités sont par ailleurs déjà utilisées par France Télécom pour son propre usage. Un sous-répartiteur en limite de capacité peut en effet être agrandi par l'intégration d'une armoire de réhabilitation. Celle-ci permet aisément le passage de trois têtes de câble vers six têtes, puis de six vers neuf ou même dix têtes et enfin de neuf têtes vers quinze têtes (cf annexe).

On peut ainsi concevoir la mise en œuvre de câbles de renvoi du SR vers l'armoire de dégroupage de l'opérateur alternatif située à proximité. L'armoire de dégroupage contiguë peut alors héberger les « splitters »<sup>14</sup>, au format réglette pour un encombrement minimal<sup>15</sup>, et les DSLAM IP, eux aussi occupant une place minimale (DSLAM sur réglette<sup>16</sup>). Autre scénario : les DSLAM IP peuvent être hébergés séparément, de façon distante, dans des armoires de dégroupage spécifiques.

Quoi qu'il en soit, les équipementiers, en France comme à l'étranger disposent de matériels opérationnels pour faire face à ces circonstances. On ne saurait donc opposer l'argument de l'encombrement des SR aux opérateurs désireux d'accéder au dégroupage à partir de la sous-boucle.

---

<sup>14</sup> Splitters, dont la fonction est la séparation du signal voix et données

<sup>15</sup> Fabricants : Pouyet, 3M, Krone, AMP, CXR

<sup>16</sup> Equipementiers : Krone, Ericsson

- Sur l'obligation imposée aux opérateurs tiers par France Télécom d'installer sur les sites de cohabitation les mêmes équipements que les siens, site par site :

L'offre de référence spécifie que l'opérateur doit utiliser les « *mêmes versions matérielles et logicielles, mêmes fournisseurs* » dans le cadre de l'accès et de l'équipement aux sous-répartiteurs (art. 7.1.1.2.). Cette disposition est commune à la sous boucle et à la boucle locale.

Dans l'hypothèse où l'obstacle mis aujourd'hui par France Télécom à la fourniture de services xDSL serait levé, il resterait toujours la question de l'accord de France Télécom sur l'utilisation d'équipements différents des siens au niveau de la sous-répartition. Par exemple, l'usage d'équipements tels que les DSLAM IP, de surcroît sur réglettes, serait ici prohibé alors qu'ils répondent à une préoccupation de limitation de l'encombrement sur la voie publique.

#### ✓ Les conditions financières d'accès

Le règlement européen impose aux « *opérateurs notifiés* » de tenir à jour une offre de référence pour l'accès dégroupé à leur boucle locale, l'offre devant être suffisamment dégroupée pour que le bénéficiaire n'ait pas à payer pour des éléments ou des ressources du réseau qui ne sont pas nécessaires à la fourniture de ses services ; ce règlement confie à l'autorité réglementaire nationale la charge de veiller à ce que « *la tarification de l'accès dégroupé à la boucle locale favorise l'établissement d'une concurrence loyale et durable* ».

Compte tenu du nombre de sous-répartiteurs et du réseau de collecte à mettre en place pour un nouvel entrant en amont de ces sites, le coût proposé ne permet pas d'atteindre un modèle économique viable et d'offrir les services aux consommateurs dans des conditions tarifaires acceptables.

#### Frais dans le cadre de l'accès total

Comparatif	Frais d'accès au service	Abonnement mensuel
Accès répartiteur	78,7 euros	10,5 euros
<b>Accès sous-répartiteurs</b>	<b>78,7 euros</b>	<b>10,26 euros*</b>

*\* Rappelons qu'un abonnement mensuel téléphonique à FT pour le résidentiel est de 10,87€ et pour un professionnel à 13,1 €/ms, alors qu'il comprend en plus de la liaison de distribution, le transport, l'équipement de commutation, le SAV, l'annuaire...*



On comprend mal ici que les tarifs soient équivalents dans le cas de la boucle et de la sous-boucle, dans la mesure où les tarifs de FT sont censés refléter les coûts. En effet, cela signifierait que le « prix » du réseau de collecte de FT en amont des sous-répartiteurs, serait seulement de 0,24 €/ms. En fait, il s'agit bien d'un prix et non d'un coût. A partir des données communiquées par France Télécom sur le coût de son réseau, à l'occasion du calcul des charges d'interconnexion, il devrait être possible de distinguer le coût de la paire-km en transport et le coût de la paire kilomètre en distribution pour vérifier qu'il s'agit bien d'une tarification orientée vers les coûts et non d'un prix défini sur les seuls critères du marché. En tout état de cause, une évaluation des coûts de réseaux peut être possible pour France Télécom et accessible à tout opérateur au travers du système de gestion du réseau de ligne très efficace dont dispose France Télécom et qui lui fournit région par région un coût de paire-km transport et distribution révisé et actualisé chaque année.

On peut faire l'hypothèse selon laquelle France Télécom considère ici que la similitude des tarifs est justifiée par le fait que la paire dégroupée, à partir du sous-répartiteur, est neutralisée en amont sur la liaison montante et que cette inutilisation représente une moins value pour lui. Or France Télécom est en mesure d'utiliser cette capacité pour d'autres usages.

Ces tarifs de redevance sont quoi qu'il en soit dissuasifs dans la mesure où l'opérateur tiers a un surcoût très significatif lié à l'investissement complémentaire pour aller chercher des sous-répartiteurs qui sont en nombre plus important que les seuls répartiteurs.

On note en outre l'impossibilité pour les opérateurs retenant le dégroupage par accès total (paire de cuivre intégralement mise à disposition) de mutualiser les coûts d'accès entre opérateurs et d'effectuer entre eux des opérations de prêts, de partage de lignes ou d'équipements dans le cadre d'offres couplées (par exemple une partie de la paire de cuivre étant opérée par un fournisseur de téléphonie vocale, l'autre par un fournisseur d'accès Internet). L'*Offre de Référence* de France Télécom interdit explicitement cette mutualisation et ce partage.

✓ Les conditions commerciales d'accès :

- Sur l'accès aux informations liées à la localisation et aux caractéristiques techniques des sous-répartiteurs :

France Télécom prévoit de fournir seulement « *au cas par cas l'adresse d'un sous-répartiteur donné (...), à la demande d'un opérateur ayant signé une convention d'accès à la boucle locale et souhaitant recourir à la prestation d'accès à la sous-boucle locale, ceci à l'issue d'une étude spécifique de faisabilité (...)* », facturée 152 euros par site (tarif équivalent aux répartiteurs). Ces modalités ne permettent pas à un opérateur tiers une planification optimale de son déploiement.

En outre ces informations sur les disponibilités de ressources sont directement et immédiatement accessibles dans la base de données 42C de FT par une simple requête :

- à partir de l'adresse du client, elle donne l'adresse de la SR de desserte, et la disponibilité des paires sur le chemin : répartiteur du central de rattachement, armoire de sous répartition, point de concentration et local du client ;
- dans le cas du dégroupage de la sous-boucle locale, l'information nécessaire est réduite à la distribution ;
- l'état de l'encombrement de la sous répartition est également connu au niveau des unités réseau : modèle de l'armoire et nombre de tête de câblage ;
- la facturation de 152 € est disproportionnée. En effet, ce type d'étude est effectué lors de chaque demande de ligne et il est facturé par FT environ 38,56 €HT. Cette facturation comporte également l'attribution d'un numéro de ligne, d'un équipement de commutation sur le central et d'une paire de transport. Il ne paraît pas justifié dans ces conditions de rémunérer FT trois fois plus pour une prestation beaucoup plus réduite. D'autant que la visite sur site avec l'opérateur alternatif n'est pas comprise et se rajoute à ce montant.

- Sur les délais de traitement des commandes :

Le délai de 8 jours indiqué par FT ne se justifie pas compte tenu de la facilité d'accès pour FT aux informations disponibles (Base 42 C).

- Sur le principe des mandats clients :

La procédure est complexe et multiplie le nombre d'actes alors qu'un seul mandat est nécessaire : celui du titulaire de la ligne qui doit être dégroupée.

- ✓ Moyens permettant d'obtenir des « remèdes » au titre de l'identification d'un abus de position dominante

Les obstacles à l'accès aux sous-répartiteurs portent aussi bien :

- sur les équipements techniques eux-mêmes ;
- sur les informations spécifiques : emplacement, caractéristiques techniques du sous-répartiteurs ou de la ligne...

Le refus d'accès peut être tarifaire (coût de l'étude, coût de l'accès lui-même) ou non tarifaire (conditions techniques déraisonnables, protocoles techniques, délais interminables...) et doit être constaté et sanctionné au titre de la jurisprudence sur les refus d'accès à une matière première ou à une installation essentielle<sup>17</sup>.

Sur les pratiques tarifaires, plusieurs comportements peuvent être mis en cause :

- les prix prédateurs : tarifs de détail inférieurs à ses coûts moyens (cf. Comm., aff. Wanadoo Interactive, juillet 2003, non publiée) ;
- les effets de ciseau tarifaire : écart entre les prix de détail et les prix des prestations intermédiaires (prix d'accès) (cf. Comm., aff. Deutsche Telekom AG, mai 2003).

---

<sup>17</sup> Le comportement consistant à exclure toute concurrence efficace sur le marché dérivé de la fourniture de service de TV sur xDSL/VDSL devrait être sanctionné au titre de la jurisprudence Héli-Inter Assistance.

Il est donc souhaitable que les tarifs de France Télécom soient orientés vers les coûts ou dissociés comptablement, conformément à la jurisprudence communautaire et française, notamment celle applicable aux ressources essentielles<sup>18</sup>.

On peut également s'interroger sur l'existence d'une extension possible de la position dominante de France Télécom d'un marché amont (accès à la sous-boucle locale/sous-répartiteurs) vers un marché aval ou connexe (services très haut débit, TV sur xDSL...). De tels comportements sont traditionnellement sanctionnés au titre du droit de la concurrence.

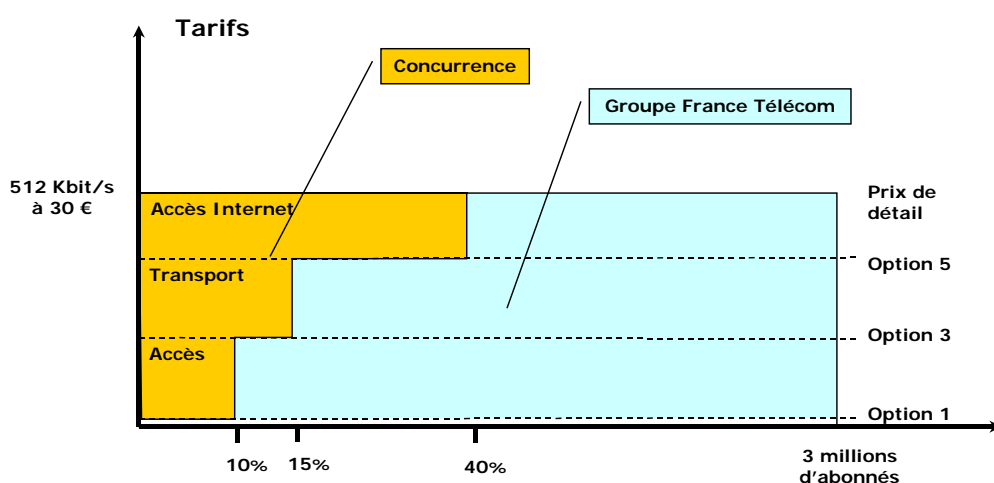
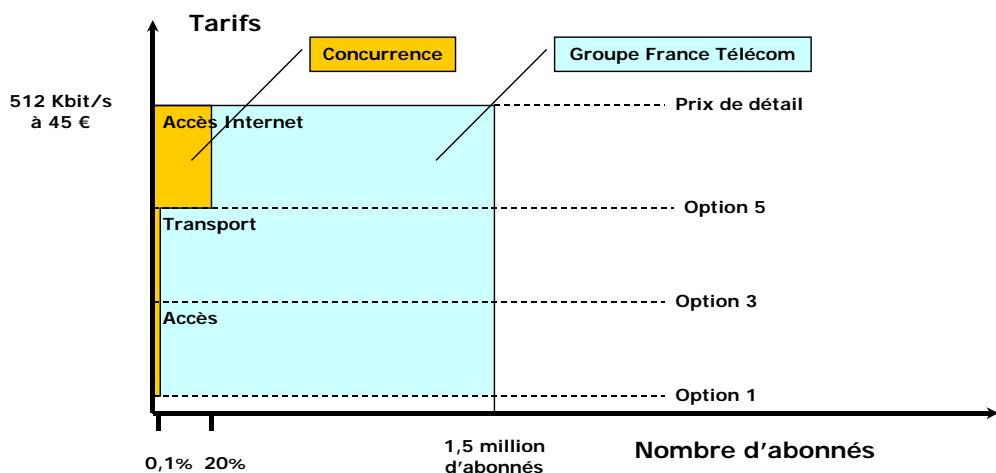
La jurisprudence communautaire considère comme une infraction à l'article 82 du Traité CE (abus de position dominante) le fait pour le *propriétaire d'installations essentielles d'utiliser « son pouvoir sur un marché pour protéger ou renforcer sa position sur un autre marché apparenté, en particulier en refusant d'accorder l'accès à ces installations à un concurrent ou en lui accordant l'accès à des conditions moins favorables que celles dont bénéficient ses propres services, et donc impose un désavantage concurrentiel au concurrent »*<sup>19</sup>.

Dès lors que France Télécom détient l'unique infrastructure susceptible de permettre la fourniture de services de type VDSL et qu'il entrave son accès alors même qu'il envisage lui-même de développer de tels services dans certaines zones géographiques, les concurrents souhaitant obtenir l'accès à ses sous-répartiteurs peuvent légitimement redouter l'extension de la position dominante de l'opérateur historique sur le marché aval de services à très haut débit (TV sur xDSL/VDSL...) comme cela a été et continue à être le cas pour le marché ADSL. Sur le marché du haut débit, l'ART relève en effet que France Télécom détient encore 60 % des accès Internet (Option 5), 85 % du transport (Option 3) et 90 % du marché de l'accès (Option 1) en décembre 2003.

---

<sup>18</sup> Cons. Conc., déc. n°96-D-51, Héli-Inter Assistance ; Cons. Conc., avis n°97-A-10, SHOM...

<sup>19</sup> Comm. CE, décision 94/19/CE, 21.12.1993, Sea Container contre Sealink.



Source : ART, Le Développement de l'Internet Haut Débit en France, L'avis de l'Autorité sur les offres IP/ADSL de France Télécom, Point Presse, 15.12.2003

L'ART doit être particulièrement vigilante quant à la nécessité d'éviter toute extension de position dominante sur des marchés émergents comme celui de la TV sur xDSL/VDSL. Il est souhaitable que soit transposé à ce domaine le raisonnement tenu par le Conseil de la Concurrence dans l'affaire TPS/CanalPlus<sup>20</sup> de manière à éviter que les restrictions d'accès aux sous-répartiteurs aient pour objet ou pour effet de limiter le développement d'une « *forme émergente et concurrente* » de diffusion de films à la télévision, privant ainsi les téléspectateurs d'un service de télévision alternatif.

Dès lors que France Télécom est présent sur un marché aval de celui de l'accès aux sous-répartiteurs, des obligations de non-discrimination doivent en outre lui être imposées en application de la jurisprudence du Conseil de la concurrence<sup>21</sup>.

<sup>20</sup> Cons. conc., déc. 98-D-70, TPS.

<sup>21</sup> Cons. conc., décision n°00-MC-01, fourniture par France Télécom d'un service d'accès à haut débit aux opérateurs concurrents.

Le dégroupage de la sous-boucle locale permettant l'offre de services innovants doit être imposé à l'opérateur en place, sur l'ensemble de ses composantes, en raison du progrès technologique que cela représente et des avantages que le consommateur peut en retirer en terme de satisfaction. Le fait que France Télécom limite aujourd'hui l'utilisation des sous-répartiteurs aux seules fins de fourniture du service téléphonique et de services sur des modems vocaux<sup>22</sup> constitue une entrave caractérisée à la diffusion du progrès technologique sans que des raisons techniques insurmontables ne puissent justifier de telles restrictions.

Compte tenu de ces éléments, le marché de l'accès dégroupé à la sous-boucle locale doit être analysé comme un marché pertinent:

- qui implique d'une part le même type d'obligations pour France Télécom que celles qui s'imposent à lui sur la boucle locale<sup>23</sup> à savoir :
  - o faire droit à toute demande raisonnable d'accès à la sous-boucle et à ses ressources connexes
  - o soumettre France Télécom à des obligations de non-discrimination et de transparence
  - o imposer l'orientation vers les coûts de l'accès et des ressources connexes au dégroupage
  - o mettre en place une séparation comptable
  - o obliger France Télécom de ne pas pratiquer de tarifs d'éviction à l'encontre des concurrents
- et d'autre part conduite à une révision complète des modalités d'accès à la sous-boucle locale prévues par l'Offre de Référence actuelle, que ces modalités soient techniques, commerciales ou financières.

Comme le rappelle l'ART, l'article 12 de la directive « accès » indique que « *les ARN peuvent imposer à des opérateurs l'obligation de satisfaire les demandes raisonnables d'accès à des éléments de réseau spécifiques et à des ressources associées et d'en autoriser l'utilisation, notamment lorsqu'elles considèrent qu'un refus d'octroi de l'accès ou des modalités et conditions déraisonnables ayant un effet similaire empêcheraient l'émergence d'un marché de détail concurrentiel durable ou risqueraient d'être préjudiciable à l'utilisateur final* ».

---

<sup>22</sup> France Télécom, Offre d'accès à la boucle locale de France Télécom, 12.12.2003, [www.franceTélécom.com](http://www.franceTélécom.com)

<sup>23</sup> Spécifiées par l'ART dans le rappel des dispositions liées au statut d'opérateur puissant sur un marché pertinent – Consultation publique sur les marchés pertinents – Juin 2004

## **6. Eléments de synthèse de la contribution du Sipperec à la consultation publique de l'Autorité de Régulation des Télécommunications sur les marchés pertinents**

Dans le cadre de la consultation publique sur l'analyse des marchés pertinents le SIPPAREC souhaite attirer l'attention de l'Autorité de Régulation des Télécommunications sur les conditions d'accès à la sous-boucle locale de France Télécom et notamment :

- Les conditions techniques d'accès aux sous-répartiteurs au regard de la mise en œuvre de services VDSL considérés comme marché distinct de celui de l'ADSL et notamment :
  - l'exclusion des techniques xDSL des technologies éligibles aux sous-répartiteurs telles que définies par France Télécom dans son Offre de Référence
  - l'exclusion de l'accès partagé dans les modalités fixées par l'Offre de Référence de France Télécom
  - les contraintes d'espace dans les armoires de sous-répartition invoquées par France Télécom comme obstacle à l'accès et l'absence de solutions de substitution proposées dans le cadre de l'Offre de Référence
  - l'obligation faite aux opérateurs tiers d'installer sur les sites de cohabitation les mêmes équipements que ceux de France Télécom, site par site
- Les conditions financières d'accès aux sous-répartiteurs au regard de la mise en œuvre de services VDSL considérés comme marché distinct de celui de l'ADSL et notamment :
  - Le montant fixé par l'Offre de Référence pour les frais d'accès au service dans le cadre de l'accès total et son adéquation au principe d'une tarification orientée vers les coûts
  - Le montant fixé par l'Offre de Référence pour la redevance mensuelle dans le cadre de l'accès total et son adéquation au principe d'une tarification orientée vers les coûts
  - L'interdiction faite par France Télécom d'une mutualisation des coûts d'accès entre opérateurs dans le cadre d'un partage de paires en dégroupage total et le caractère d'obstacle à l'entrée de cette disposition
  - Le montant facturé par France Télécom pour la fourniture des coordonnées d'un sous-répartiteur et le caractère d'obstacle à l'entrée de cette disposition
  -
- Les conditions commerciales d'accès
  - Les modalités d'accès aux informations liées à la localisation et aux caractéristiques des sous-répartiteurs proposées par France Télécom dans son Offre de Référence et le caractère de barrières à l'entrée de ces modalités pour de nouveaux entrants sur la sous-boucle locale
  - Sur le délai, excessif, de traitement des commandes demandé par France Télécom eu égard aux facilités dont il dispose dans le cadre de son système d'information pour la gestion de ces demandes et le frein que ces dispositions constituent dans toute politique de déploiement, France Télécom disposant pour lui-même d'un traitement instantané de ces informations.

Compte tenu de ces éléments le Sipperec demande :

- une clarification du périmètre du marché de l'accès dégroupé à la sous-boucle locale de France Télécom considéré comme marché pertinent
- la modification de l'Offre de Référence de France Télécom dans ses modalités techniques, commerciales et financières d'accès à la sous-boucle locale.